CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.1112
5 août 2008

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA MILLE CENT DOUZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 5 août 2008, à 10 h 15

Président: M^{me} Christina ROCCA (États-Unis d'Amérique)

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je déclare ouverte la 1112^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadrice de Colombie ayant demandé à prendre la parole, je la lui donne.

M^{me} FORERO UCRÓS (Colombie) (parle en espagnol): Puisque c'est la première fois, Madame la Présidente, que je prends la parole sous votre présidence, je tiens, au nom de ma délégation, à vous féliciter, à vous dire le plaisir que nous avons de vous voir occuper cette fonction et à vous assurer de notre coopération et de notre appui sans réserves. Nous vous sommes reconnaissants des efforts que vous déployez pour sortir la Conférence de l'impasse. Nous continuerons de vous soutenir dans cette entreprise, vous ainsi que les Présidents qui vous succéderont.

Ma délégation souhaite réaffirmer la position exprimée en mars dernier par l'Argentine au nom de quelques pays latino-américains, dont la Colombie, par laquelle nous avons fait part de notre appui à la proposition présentée par les six Présidents dans le document CD/1840. Pour la Colombie, ce projet est le fruit des efforts fournis par les six Présidents de 2007 et les six Présidents de 2008; il assure la continuité des travaux de la Conférence et offre la possibilité d'avancer sur la voie d'un consensus certes encore difficile et complexe, mais pas impossible à atteindre. À plusieurs reprises, ma délégation a soutenu avec une certaine flexibilité les diverses propositions soumises à la Conférence pour que cette dernière adopte un programme de travail qui lui permette de reprendre ses activités. La communauté internationale en a reconnu l'importance en raison des résultats importants obtenus par le passé dans le domaine du désarmement et de la sécurité. Il en ira différemment, toutefois, si la volonté de sortir la Conférence de cette difficulté majeure nous fait aujourd'hui défaut. Il est impératif que la Conférence revienne à sa raison d'être, qui est d'exercer ses fonctions d'instance multilatérale de négociation sur le désarmement, et évite ainsi de perdre davantage sa crédibilité.

J'aimerais saisir cette occasion, Madame la Présidente, pour évoquer une autre question d'une importance vitale pour mon pays dans le domaine du désarmement et de la sécurité. Comme chacun sait, la semaine du 14 au 18 juillet dernier, s'est tenue à New York la troisième Réunion biennale des États chargée d'examiner l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, avec la participation de 136 délégations. Présidée par l'Ambassadeur Dalius Cekuolis, Représentant permanent de la Lituanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, cette réunion a abordé les questions de coopération, d'assistance internationale et de renforcement des capacités nationales comme thème transversal distinct; la question d'un instrument permettant d'assurer le marquage et la traçabilité des armes; la question du courtage illicite des armes et celle de la gestion et de la destruction des stocks. Après une semaine d'intenses débats sur ces thèmes, au cours desquels les pays ont pu échanger leurs données d'expérience, les délégations sont parvenues à s'entendre sur un document final qui, selon nous, montre que les pays souhaitent progresser dans l'application du Programme d'action en définissant les nouvelles mesures à prendre en ce qui concerne les thèmes abordés et en envisageant de créer un mécanisme de suivi du Programme d'action. Nous estimons que l'adoption du document final marque une étape importante dans le sauvetage et la poursuite du processus mené dans le cadre de l'ONU pour éliminer les armes légères, processus qui répond à l'appel lancé par plus de 100 pays pour lutter efficacement contre le commerce illicite des armes légères.

(M^{me} Forero Ucrós, Colombie)

Dans mon pays, nous avons vaillamment fait face aux agissements terroristes de groupes armés illégaux qui se procurent des armes en grandes quantités sur le marché noir, alimenté pour une grande part par le trafic de stupéfiants et le détournement de fonds publics. La communauté internationale doit donc redoubler d'efforts pour traiter le problème des acteurs non étatiques armés et éviter les graves conséquences de leurs actes sur les populations civiles et les institutions démocratiques.

Enfin, sur la question des mines antipersonnel, j'ai l'honneur de vous faire part du lancement du plan national de formation technique à la lutte globale contre les mines antipersonnel, dont bénéficieront les populations de 16 provinces du pays concernées par la présence de ces dispositifs meurtriers; ce plan de formation a été mis en train la semaine dernière par le Vice-Président de la République, M. Francisco Santos. Cette initiative, qui représente un pas en avant sur le plan national dans la formation et l'éducation des ressources humaines, vise à dispenser une formation dans les domaines suivants: hygiène du travail, soins à prodiguer aux victimes d'accident, redressement dans les situations d'urgence, de catastrophe ou de crise, et assistance aux victimes de mines antipersonnel ou de munitions non explosées, tous efforts qui entraîneront un renforcement du tissu social dans les populations à risque et la promotion des activités visant à réduire les risques que font peser les mines. L'objectif fixé pour la fin de l'année est de former 960 agents communautaires spécialisés dans l'éducation. En outre, le plan prévoit que l'on dispense une formation complémentaire à plus de 6 000 personnes dans le cadre des programmes utiles exécutés par le Service national d'apprentissage. La formation technique est d'une durée maximale de 1 760 heures. Les diplômés exerceront leurs activités dans les régions touchées par le fléau des mines et travailleront pour le compte d'entités publiques ou privées ou de coopération internationale.

En Colombie, on dénombre hélas chaque jour trois nouvelles victimes de mines antipersonnel. Ce sont au total 692 municipalités qui sont concernées par la présence de ces engins, et entre 1990 et le 14 juillet 2008, on a compté 7 084 victimes de mines antipersonnel. Nous sommes l'un des pays les plus touchés par ces mines, parce que les groupes armés illégaux ont encouragé et continuent d'encourager l'emploi de ces engins qui frappent les populations civiles et retardent le développement social et économique des communautés atteintes. Dans cette situation complexe, la communauté internationale peut être assurée que la Colombie continuera d'agir de son mieux pour mettre en œuvre la Convention d'Ottawa.

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je remercie la représentante de la Colombie pour sa déclaration et pour ses paroles aimables à mon égard.

Il n'y a plus d'orateur sur ma liste. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Cela ne semble pas être le cas.

Ainsi s'achèvent nos travaux pour aujourd'hui.

(La Présidente)

J'appelle votre attention sur le fait que, conformément au calendrier établi dans le document CD/WP.549/Add.2, la Conférence se réunira pour un débat informel cet après-midi sur le point 3 de l'ordre du jour et le matin et l'après-midi du jeudi 7 août sur les points 4 et 5 respectivement. Les débats sur les points 6 et 7 sont prévus la semaine prochaine, le mardi 12 août. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le jeudi 14 août, à 10 heures, dans cette salle.

La séance est levée à 10 h 25.